



C'est le journal accessible par abonnement Africa Intelligence qui l'annonce dans son édition du 15 décembre 2020. L'initiative du président camerounais se heurterait néanmoins à l'opposition de quelques cadres du régime.

Dans un article intitulé «Cameroun: Déchiré sur la question des sécessionnistes, Biya relance les négociations», le journal par abonnement Africa Intelligence dévoile les dernières actions visant à régler par le dialogue la crise anglophone. L'édition de ce 15 décembre 2020 évoque une nouvelle rencontre entre les leaders sécessionnistes de l'Ouest anglophone emprisonnés et le gouvernement camerounais. Elle devrait être organisée dans les prochaines semaines.

«Une entrevue initialement prévue le jeudi 29 octobre a été annulée après la tuerie de l'école de Kumba (Sud-Ouest) le 24 octobre, au cours de laquelle sept élèves ont perdu la vie. Plusieurs prélats, comme le cardinal Christian Tumi, l'évêque de Bamenda Andrew Nkea Fuanya et le révérend de Buea Fonki Samuel Forba, avaient accepté de participer à cet échange», lit-on.

Selon le journal «l'extrême lenteur des conciliations» met en rogne plusieurs pays européens, comme la France. Ceux-ci «s'impatientent et s'inquiètent de la situation sur le terrain. L'ambassadeur de Paris à Yaoundé Christophe Guilhou, ainsi que son prédécesseur Gilles

Thibault - parti en 2019 -, ont successivement fait part de leurs inquiétudes au président Paul Biya et questionné la stratégie de certains de ses plus proches conseillers sur le NO/SO, à l'instar du secrétaire général de la présidence Ferdinand Ngoh Ngoh». Ce dernier aurait le transfert de pouvoirs aux régions anglophones en misant sur une décentralisation.

«Le secrétaire général de la présidence a préféré solliciter, en 2019 puis une nouvelle fois cet été, le Centre pour le dialogue humanitaire (CDH) suisse pour mener une médiation avec les séparatistes (Africa Intelligence du 04/03/20), à ce jour sans grand résultat», indique le journal, qui rappelle que lors des deux dernières réunions avec les sécessionnistes, le 14 avril et le 2 juillet, avaient été l'occasion de poser des préconditions comme un cessez-le-feu, la libération de tous les prisonniers anglophones, la démilitarisation du "NO/SO", une loi d'amnistie et un dialogue avec un médiateur - l'Eglise, en l'occurrence.

«Lors de la rencontre du 2 juillet, menée par le tout-puissant directeur général de la recherche extérieure Maxime Eko Eko, la possibilité que les militaires rentrent dans les casernes et que seules la gendarmerie et la police restent opérationnelles pour le maintien de l'ordre dans le "NO/SO" avait été évoquée», ajoute notre confrère.

CIN